

NOTE DE SERVICE

N° 97-061-A82 du 2 avril 1997

NOR : BUD R 97 00061 N

Texte publié au BOCP

**RECOUVREMENT CONTENTIEUX
NOTIFICATION D'UNE LETTRE DÉPERSONNALISÉE**

ANALYSE

Procédure de saisie et vente immobilières en matière de taxe d'urbanisme

Date d'application : 11/03/1997

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; SERVICES DÉCONCENTRÉS DU TRÉSOR ;
CONTENTIEUX ; TAXE URBANISME ; SAISIE IMMOBILIÈRE ; VENTE

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGF	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSIONc

GT 50

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction C - Bureau C2

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
BUREAU C2
120, rue de Bercy
TÉLÉDOC : 741
75572 PARIS CEDEX 12

PARIS, LE 11 MARS 1997

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Réf : Votre lettre du.....
Affaire suivie par : M-C GUILLOU
Tél : 01 40 24 83 23
Fax : 01 43 47 50 89

A

MONSIEUR LE TRESORIER-PAYEUR GENERAL
DE.....

N° 19976

OBJET : Saisie et vente immobilières en matière de taxes d'urbanisme.

Par lettre citée en référence vous avez souhaité obtenir des précisions relatives à la procédure de saisie et de vente d'immeubles en vue de recouvrer les taxes d'urbanisme.

Vous citez à ce sujet l'alinéa 2 de l'article 706 de l'ancien code de procédure civile qui dispose que « s'il ne survient pas d'enchères pendant la durée de ces bougies, le poursuivant est déclaré adjudicataire pour la mise à prix », qui amène notamment à s'interroger sur la qualité de poursuivant et plus généralement sur les modalités de recouvrement forcé des taxes d'urbanisme.

L'objet de votre courrier appelle de ma part les observations suivantes :

I- Les taxes d'urbanisme sont des produits recouvrés par les comptables du Trésor pour le compte des collectivités locales.

A- Les taxes d'urbanisme sont perçues au bénéfice soit de la commune, soit d'un établissement public groupant plusieurs communes, soit du département (cf article 1585 A du CGI pour la taxe locale d'équipement (TLE), article L 142-2 du code de l'urbanisme pour la taxe pour le financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, article L 142-2 du même code pour la taxe départementale des espaces naturels sensibles, article L 332-3 du code précité pour la participation en cas dépassement du COS, et l'article L 112-1 du code de l'urbanisme pour le versement pour dépassement de PLD).

Cependant compte tenu des dispositions relatives à leur recouvrement, le fait qu'elles soient recouvrées pour le compte des collectivités locales n'implique pas une consultation préalable de la collectivité bénéficiaire en cas de recouvrement forcé.

B- En effet, ces taxes sont recouvrées par les seuls comptables du Trésor comme en matière d'impôts directs :

a) Deux sources confèrent au seul comptable du Trésor la qualité pour poursuivre le recouvrement des taxes d'urbanisme :

1- D'une part, l'article 1723 quater du code général des impôts, qui dispose que la taxe locale d'équipement doit être versée au comptable du Trésor de la situation du bien.

Il est prévu que le recouvrement des autres taxes s'effectue selon les modalités définies en matière de TLE.

2- D'autre part, l'article 11 du décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique qui précise que « les comptables publics sont seuls chargés de la prise en charge et du recouvrement des ordres de recettes qui leur sont remis par les ordonnateurs ».

Or, l'article L. 255 A du livre des procédures fiscales dispose que « les taxes, versements et participations prévus aux articles 1585 A, 1599-0 B, 1599 B, 1599 octies , 1635 quater et 1723 octies du code général des impôts sont recouvrées en vertu d'un titre délivré par l'autorité compétente pour procéder à leur liquidation ».

b) Les taxes d'urbanisme sont recouvrées comme en matière d'impôts directs :

En effet, l'article 1723 quater du CGI précise qu'à défaut de paiement dans les délais légaux, le recouvrement de la TLE et des pénalités de retard est poursuivi par le comptable du Trésor dans les conditions fixées au titre IV du livre des procédures fiscales. Cette disposition est valable pour les autres taxes d'urbanisme.

Les procédures de recouvrement forcé de ces taxes obéissent donc aux articles L. 258 et R. 258-1 du L.P.F. et doivent à ce titre respecter les formes prévues par le code de procédure civile (loi n°91-650 du 9 juillet 1991, décret n°92-755 du 31 juillet 1992, articles 673 et suivants de l'ancien code de procédure civile relatifs à la saisie immobilière).

Il est rappelé toutefois que si le comptable envisage de faire procéder à la vente d'un bien meuble ou immeuble, il devra obtenir l'autorisation du receveur des finances ou du trésorier-payeur général, conformément aux dispositions de l'article R*. 260 A 1 du L.P.F., et le cas échéant solliciter l'avis de l'autorité préfectorale.

En outre, les contestations relatives au recouvrement de ces taxes sont traitées dans les mêmes conditions que celles relatives au recouvrement des impôts directs (articles L.281 et R*281-1 et suivants du L.P.F.).

II- La compétence en matière de liquidation des taxes d'urbanisme n'a aucune influence sur l'exercice des poursuites.

Celle-ci appartient de plein droit au responsable du service de l'État dans le département, chargé de l'urbanisme en vertu de l'application de l'article *R 424-2 du code de l'urbanisme.

Cependant, en vertu de l'article *R 424-1 du code précité, comme vous l'indiquez dans votre courrier, cette compétence peut être déléguée, sur sa demande ou avec son accord, à l'autorité compétente pour accorder l'autorisation de construire.

Cette délégation n'a aucune influence sur les modalités d'exercice des poursuites.

*

* *

Les actes de procédure de saisie et vente immobilières doivent donc être établis au nom et pour le compte du comptable du Trésor, qui a seul la qualité de poursuivant agissant en son nom propre et non en tant que mandataire de l'ordonnateur. Les contestations susceptibles d'être soulevées par le redevable poursuivi doivent être dirigées contre le comptable chargé du recouvrement.

Dès lors, seul le comptable est habilité à poursuivre le recouvrement par voie de saisie immobilière de ces taxes, et doit être considéré comme créancier poursuivant au sens de l'article 706 de l'ancien code de procédure civile.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

L'ADMINISTRATEUR CIVIL
CHEF DU BUREAU C2

FERNAND EGEA